



**HAL**  
open science

## Une identité collective contrefactuelle. Montolieu comme “ village du livre et des arts graphiques ”

Mohammad-Saïd Darviche

### ► To cite this version:

Mohammad-Saïd Darviche. Une identité collective contrefactuelle. Montolieu comme “ village du livre et des arts graphiques ”. *Politix*, 2002, 15 (59), pp.149 - 169. 10.3406/polix.2002.1229 . hal-01696538

**HAL Id: hal-01696538**

**<https://hal.science/hal-01696538v1>**

Submitted on 30 Jan 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## Une identité collective contrefactuelle. Montolieu *comme* « village du livre et des arts graphiques »

Mohammad-Saïd Darviche

---

### Citer ce document / Cite this document :

Darviche Mohammad-Saïd. Une identité collective contrefactuelle. Montolieu *comme* « village du livre et des arts graphiques ». In: Politix, vol. 15, n°59, Troisième trimestre 2002. Sciences politiques allemandes. pp. 149-169;

doi : 10.3406/polix.2002.1229

[http://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2002\\_num\\_15\\_59\\_1229](http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2002_num_15_59_1229)

---

Document généré le 14/09/2017

## Abstract

A Counterfactual Collective Identity. Montolieu as « village du livre et des arts graphiques »  
Mohammad-Saïd Darviche

When, at the beginning of the 1990s, a small commune in Aude (Montolieu) began to apply the concept, already tested in Northern Europe, of a « book town », its people found themselves engaged in a reflexive process of identity reconstruction. Indeed, faced with the introduction of professional and amateur newcomers, but also due to the commitment of part of the local population and their representatives, a collective mobilization took form which engendered a new vision that was sufficiently credible to reformat the village's identity. This identity is « counterfactual » because its legitimacy and structuring effects stem not from the past, but from an anticipation of a future that local people hope will be a better.

## Résumé

Une identité collective contrefactuelle. Montolieu comme « village du livre et des arts graphiques »  
Mohammad-Saïd Darviche

Lorsqu'au tournant des années 1990 a vu le jour le projet d'application du concept « village du livre », déjà éprouvé dans le nord de l'Europe, à une petite commune de l'Aude, Montolieu, cette dernière est entrée dans un processus de reconstruction réflexive de son identité. En effet, sous l'impact de nouveaux arrivants, professionnels et amateurs, mais aussi de l'engagement d'une partie de la population et d'acteurs publics s'est structurée une mobilisation collective qui en a fait un horizon d'action suffisamment crédible pour qu'en retour soit reformatée l'identité villageoise. C'est à ce titre que l'on peut parler d'une identité collective « contrefactuelle » : celle qui puise sa légitimité et ses effets structurants non pas dans le passé, mais dans l'anticipation d'un avenir que l'on espère meilleur.

# Une identité collective contrefactuelle\*

Montolieu *comme* « village du livre et des arts graphiques »

Mohammad-Saïd DARVICHE

« Une ville, c'est ce qu'elle imagine d'elle-même. Ce sont les idées qu'elle se fait d'elle-même, ce qu'elle fantasme. Ce qu'elle ment. Ce qu'elle dissimule et qu'elle exagère. Ce qu'elle travestit, forge et baratine. Une ville, c'est l'étoile du firmament dont elle nie l'existence ! »

Peter Esterhazy

**P**our des auteurs comme Jürgen Habermas ou Anthony Giddens qui ont insisté sur la dimension réflexive de la modernité, les questions de légitimité<sup>1</sup> et d'identité<sup>2</sup> ne peuvent plus reposer sur la seule mobilisation d'une tradition désormais soumise au regard critique des acteurs sociaux. Dans cette perspective Giddens indique que « l'activité sociale moderne a un caractère essentiellement contrefactuel » et que les formes d'identification sont articulées sur des actions « orientées vers le futur<sup>3</sup> ». Plus précisément, cette projection dans le futur, le plus souvent

---

\* Je remercie tout particulièrement pour sa collaboration Jean-Pierre Agasse, Montolivain de souche, passionné par le « village du livre » au point d'en devenir le webmestre officiel et à qui l'on doit la citation de Peter Esterhazy reproduite ci-dessus.

1. Habermas (J.), *Raison et légitimité. Problème de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978. On se reportera aussi à son ouvrage plus récent, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard, 1997.

2. Giddens (A.), *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford, Stanford University Press, 1991.

3. *Ibid.*, p. 28-29.

idéalisée, devient la condition d'orientation des identités. Ainsi, individuelles ou collectives (sexuelles, « ethniques », nationales, etc.), ces dernières ne cessent de se reconstruire réflexivement<sup>4</sup>. Il arrive même, pour ce qui est des identités collectives, qu'elles soient appropriées, voire « inventées », et instrumentalisés à des fins politiques, économiques et sociales<sup>5</sup>.

Toutefois, ces formes « planifiées » ne représentent qu'une figure caricaturale des identités collectives et sans doute faut-il se poser la question de leur véritable effet sur l'« imagination » des acteurs sociaux. L'identité collective contrefactuelle renvoie ici à des formes de communalisation à la fois moins maîtrisées stratégiquement et plus intersubjectivement partagées. Elle fait intervenir la notion d'action collective. C'est dans cette optique que les identités individuelles, en tant que « projets réflexifs<sup>6</sup> », sont conçues comme pouvant s'articuler autour d'une biographie collective<sup>7</sup>. L'exemple de Montolieu devenu village du livre et des arts graphiques en 1989 illustre une telle articulation. Le concept de « village du livre » a été inventé par un homme d'affaires Richard Booth<sup>8</sup> qui l'a appliqué en 1961 à Haye-on-Wye (Pays de Galles). Il s'agit d'acheter des fonds de commerce dans un village en déclin pour ouvrir des librairies spécialisées dans la vente de livres anciens et d'occasion, suscitant ainsi un pôle économique cohérent capable d'engendrer « une entité nouvelle et unique<sup>9</sup> ». Dans les années 1980-1990, l'idée s'internationalise et est reprise par un ensemble de villages

---

4. Habermas (J.), « La lutte pour la reconnaissance dans l'Etat de droit démocratique », in *L'intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998, p. 214 et s.

5. Cf. la thématique, désormais classique, de l'« invention de la tradition » initiée par l'ouvrage d'Hobsbawm (E.), Ranger (T.), eds, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983. Pour une application à la fois concrète et plus contemporaine de cette problématique, on renvoie à l'analyse proposée par W. Genieys de la politique de labellisation du « Pays Cathare » dans le département de l'Aude, « Le développement local face à l'Etat. La genèse du "Pays Cathare" », in Balme (R.), Faure (A.), Mabileau (A.), dir., *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

6. Giddens (A.), *Modernity and Self-Identity*, op. cit., p. 32.

7. Peres (H.), *Individus entre village et nation. Une expérience identitaire dans la formation de la France républicaine*, thèse de science politique, Université Bordeaux I, 1993, première partie. Pour une étude théorique sur l'entrecroisement des temps individuels et temps collectifs, cf. Luckmann (T.), « Les temps vécus et leurs entrecroisements dans le cours de la vie quotidienne », *Politix*, 39, 1997.

8. Il s'agit d'un de ces personnages capables de combiner des registres aussi différents que le sens des « affaires », les extravagances mégalomaniaques en tout genre comme son auto-intronisation comme *King of Hay on Wye* ou encore *King of book* sur le site internet du village, ou encore l'engagement politique. Ainsi n'a-t-il cessé d'affirmer, lors de notre entretien, que son invention du concept « village du livre » était liée au fait qu'il était « radical » et qu'il est venu à Montolieu pour « échapper à l'Angleterre de Mme Thacher » (Montolieu, le 28 mai 1998).

9. Seaton (A. V.), *Book Towns and Rural Tourism Development*, vol. 1, *Haye on Wye: 1961-1996*, University of Strathclyde, 1996, p. 3.

européens<sup>10</sup>, américains et même asiatiques. C'est donc dans le contexte de sa « globalisation » que le concept est appliqué à Montolieu.

L'intérêt de l'exemple montolivain au regard de la question générale des identités collectives territoriales est multiple. Tout d'abord, il s'agit d'une construction identitaire en cours, fait d'un « bricolage » continu au caractère incertain et relatif. L'identité « village du livre » ne s'appuie sur aucun « héritage » du passé, mais est une tentative de création *ex nihilo* par l'« importation » d'un concept « étranger ». Il apparaît tout aussi clairement que le « village du livre » n'est pas le résultat d'une stratégie issue de la sphère politico-administrative. On voudrait ici retrouver la configuration sociale qui s'est mise en place autour d'un projet impliquant, à des niveaux et à des moments divers, des acteurs privés et publics. Enfin, et plus fondamentalement, ce terrain indique que l'existence d'une identité intersubjectivement partagée ne peut faire l'économie de son inscription dans des pratiques individuelles, concertées ou non. Au total, l'identification des Montolivains au « village du livre » peut être qualifiée de contrefactuelle en ce sens où sa désignation en tant que projet a des effets structurants sur le présent. L'intégration par les acteurs dans leurs biographies individuelles d'une telle anticipation a ainsi pour vertu de générer de l'identité collective.

L'« identité sociale réelle » d'un individu nous étant inconnu, indique Erving Goffman, nous avons souvent tendance à lui attribuer une « identité sociale virtuelle », « une caractérisation en puissance » que nous « transformons en attentes normatives<sup>11</sup> ». Bien que limité aux identités individuelles, on prendra ici le pari d'étendre le raisonnement de Goffman aux identités collectives. Dans cette perspective, le projet « village du livre » a créé en quelque sorte une nouvelle image de Montolieu, lui donnant une « identité collective virtuelle » ; un potentiel d'identification, dans lequel va s'investir un ensemble de représentations et d'attentes de la part de différents groupes (habitants, visiteurs, professionnels, administrations, etc.). La courte histoire de Montolieu en tant que « village du livre » peut même être interprétée comme le résultat d'un travail consenti par les acteurs en présence pour que ces attentes se réalisent, autrement dit pour que cette identité collective virtuelle devienne une identité collective réelle, c'est-à-dire ancrée dans des pratiques lui servant de soubassements.

Cet article est construit à partir d'entretiens semi-directifs<sup>12</sup> auprès des acteurs administratifs, politiques et professionnels (artisans et

---

10. *Ibid.*, vol. 2, *The New European Book Towns*. Dans son étude, l'auteur s'intéresse en particulier à Redu (Belgique), Bécherel (Bretagne/France), Montolieu (Languedoc-Roussillon/France), Bredevoort (Hollande), Fjaerland (Norvège).

11. Goffman (E.), *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, p. 12.

12. L'inexistence d'archives sur le « village du livre », en dehors de quelques documents promotionnels et de revues de presse centralisés par l'association « Montolieu, Village du livre

commerçants), mais aussi de discussions plus libres avec la population et les visiteurs durant la période allant de septembre 1997 à juillet 1998<sup>13</sup>. Les informations recueillies à cette occasion ont été revérifiées et complétées par un retour sur le terrain durant l'été 2001<sup>14</sup>.

### **L'horizon d'une identité communale virtuelle : le « village du livre »**

C'est un truisme que d'affirmer l'inscription dans le temps de toute identité collective. Sa légitimité est même le plus souvent rapportée à un passé historique – plus ou moins mythique et mis en intrigue<sup>15</sup> – à « une réeffectuation du passé dans le présent<sup>16</sup> ». Dans le cas de Montolieu, l'identité « village du livre » étant inédite, elle va fonder, du fait même de sa nouveauté, sa légitimité sur la « promesse » d'un futur supposé meilleur, revisitant le passé communal en référence à la thématique du « délabrement » et de la « décadence ».

#### *La construction d'une « espérance »*

Village médiéval dont l'origine remonte à la création d'une abbaye bénédictine sous le règne de Charlemagne, Montolieu se situe en zone de montagne à 20 km au nord-ouest de Carcassonne, à 160 km de Montpellier, à 100 km de Toulouse. Au XIX<sup>e</sup> siècle le village était un bourg agricole et industriel<sup>17</sup> mais ses activités industrielles traditionnelles (draperie, tannerie) ont disparu<sup>18</sup>. A cela s'est ajoutée la crise de la viticulture méridionale. La cave coopérative a ainsi perdu plus de 90 % de son volume de production (classée aujourd'hui en « vin de qualité supérieure ») alors que certains viticulteurs ont opté pour une reconversion vers d'autres activités agricoles (fourrage et élevage notamment). Les agriculteurs y sont minoritaires face « aux gens venus de la ville<sup>19</sup> ». Des fermetures en série, celle d'une classe de l'école, celle de l'épicerie, du restaurant et du moulin à papier (en 1981) ont suivi cette désertification rurale qu'elles ont encore

---

et des arts graphiques », n'a pas permis de mener une étude systématique sur l'origine sociale, territoriale et socioprofessionnelle des acteurs du projet.

13. Cette première série d'entretiens a été réalisée en collaboration avec O. Dedieu, dans le cadre de l'étude dirigée par E. Négrier sur le patrimoine régional en Languedoc-Roussillon (publiée en décembre 2000).

14. Ces entretiens, plus orientés sur la problématique du présent article, ont été menés par moi-même.

15. Veyne (P.), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1979, p. 36 et s.

16. Ricœur (P.), *Temps et récit*, tome 3 : *Le temps raconté*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 256 et s. Sur ce thème, on se référera aussi à l'ouvrage, moins philosophique, de l'historien américain, Lowenthal (D.), *The Past is a Foreign Country*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

17. La manufacture a ainsi employé jusqu'à 1 500 personnes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

18. La draperie, longtemps en crise, a définitivement fermé ses portes en 1991.

19. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

aggravée. Le plus important employeur reste « le couvent où cent vingt sœurs viennent finir leur vie<sup>20</sup> ». La population de Montolieu a donc logiquement connu un déclin important depuis le XIX<sup>e</sup> siècle où elle culminait aux alentours de 4 000 habitants. Sans que cette baisse ne soit enrayée, la population se stabilise, depuis une vingtaine d'année, autour de 800 habitants<sup>21</sup>. A cela s'ajoute son net vieillissement puisque 45 % des Montolivains ont plus de 60 ans.

Dans ce contexte, l'événement « village du livre », qui est lancé en 1989 avec une réunion publique au cours de laquelle se rencontrent les porteurs du projet et la population, est devenu en quelque sorte un moment fondateur, un « avènement ». Le sentiment de déclin communal est si vif au sein de la population que le projet a tous les dehors d'un signe providentiel. Il est d'ailleurs vécu comme un tournant historique, les acteurs en présence se proposant de travailler à de nouveaux liens d'interdépendance de « communalisation<sup>22</sup> ». Comme l'indique un guide édité à l'intention des touristes : « Montolieu s'est tracé une nouvelle voie qui fait de ce village un exemple de reconversion<sup>23</sup>. »

Cette réécriture de l'histoire communale à partir de ce moment fondateur ne va pas sans « héros ». La totalité de nos interlocuteurs a indiqué que le projet n'aurait jamais pu se concrétiser sans le « charisme » de son initiateur, Michel Braibant. Cet artisan relieur, itinérant à la retraite a, de fait, tous les attributs physiques et moraux du « prophète » : les cheveux longs, la barbe fournie, sachant parler, expliquer, persuader, d'origine belge (« nul n'est prophète en son pays »), vivant dans une commune voisine, et habité par la passion du livre, il vient défendre un projet incroyable susceptible de revitaliser la commune. Si on ajoute à cela sa mort, intervenue peu après le démarrage du projet, tout est réuni pour qu'il y ait unanimité sur les « extraordinaires » qualités du personnage ainsi que sur son rôle déterminant dans le changement. L'actuel maire caractérise l'intervention de Michel Braibant en ces termes : « Je pense que le village roupillait encore et le fait de voir un "allumé" [a été déterminant]. C'était un doux rêveur mais un homme qui savait se faire aimer, qui savait emporter les gens dans ses projets [...] [il avait] du charisme [...] C'est vrai que c'était un homme

---

20. *Ibid.*

21. Montolieu comptait 837 habitants en 1975, 851 en 1982, 808 en 1990. Le dernier recensement (1999) indique une population de 786 habitants.

22. S'inspirant de la définition que donne M. Weber (*Economie et société*, tome 1, Paris, Plon, 1971, p. 41) de la notion de « communalisation », H. Peres fonde « le sentiment d'appartenance commune [...] avant tout autre considération sur la connaissance réciproque qu'ont les agents du sens de leurs comportements lorsqu'ils orientent mutuellement leur activité » (« Identité communale, République et communalisation. A propos des monuments aux morts des villages », *Revue française de science politique*, 39 (5), 1989, p. 677). On trouvera une présentation plus dense de cette hypothèse dans Peres (H.), *Individus entre village et nation*, *op. cit.*

23. *Découvrir Montolieu village du livre et ses environs* (brochure promotionnelle), p. 4.

passionné et qui savait transmettre sa passion. Comme le village était somnolent, ce projet-là a été bien perçu parce que cela allait amener des nouveaux, et puis le fait qu'il y ait le livre, un tas d'activités en rapport avec le livre... Il avait prévu dès le départ un tas de choses<sup>24</sup>...» On ne saurait donc ignorer le poids que représente cette « personnalité » locale dans le nouvel imaginaire collectif du village. Elle reste le point focal, le symbole d'une expérience dont les acteurs en présence attendent beaucoup, l'incarnation d'une « communauté de destin ».

Le premier temps est donc celui de l'euphorie et des espérances qu'ouvre l'identification au « village du livre ». Du côté de l'ancienne mairie<sup>25</sup>, qui partage le sentiment général de délabrement de la vie du village, on laisse libre le territoire à cette nouvelle identification. Certes, l'intervention municipale n'est pas très volontariste. Par exemple, il n'est pas entrepris une politique d'achat de bâtiments laissés à l'abandon pour les louer à des professionnels du livre. Politique qui ne pourra plus se faire ensuite puisque le prix du foncier va grimper avec le succès public du « village du livre ». L'ancienne mairie, en dehors de quelques ravalements de façades et d'aménagement des rues, a donc plutôt choisi de laisser faire. Il est vrai que le projet était ambitieux et elle ne voulait pas subir les effets de son éventuel échec. Ce qui explique aussi que l'ancien maire de Montolieu, également épouse du président du Conseil général, n'ait pas poussé le département à s'engager de manière significative dans le soutien au « village du livre ». En fait, l'actuel maire indique qu'il a « eu l'impression que les politiques doutaient de la réussite [du projet], et ne voulaient pas se lancer à un autre niveau que la mairie de crainte que cela leur soit imputé. [Néanmoins,] je pense qu'à un moment donné, la présence de [l'ancien maire] qui avait promis des aides qu'elle a obtenues de son mari a suffi à rassurer tout le monde<sup>26</sup>. » En effet, cette implication, même limitée, avait son importance quand on sait que Michel Braibant avait en premier lieu porté son projet devant le maire de Saissac, un village voisin, qui l'avait refusé. Par ailleurs, cette relative bienveillance originelle de la commune a été suffisante pour créer une « fenêtre d'opportunité » permettant à divers acteurs (la population, les professionnels, les administrations déconcentrées et chambres consulaires) d'être « en phase » pour agir<sup>27</sup>.

---

24. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

25. Le maire de l'époque était l'épouse du président du Conseil général de l'Aude. Montolieu était alors leur lieu de résidence.

26. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

27. Borraz (O.), « Pour une sociologie des dynamiques de l'action publique locale », in Balme (R.), Faure (A.), Mabileau (A.), dir., *Les nouvelles politiques locales*, op. cit.

*La mobilisation collective*

Du côté des institutions, sont intervenues, au départ, à titre principal, la chambre des métiers de l'Aude, la Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF), et dans une moindre mesure la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) et la Direction régionale du Commerce et de l'Artisanat (DRCA). Caractéristiques d'une approche « territoriale », plus fragmentée et plus complexe de l'action publique<sup>28</sup>, leurs logiques d'intervention sur le terrain montolivain sont variées attestant par là même de la capacité du projet à générer de multiples perspectives.

Les deux premières institutions (chambre des métiers et DRAF) sont intéressées parce que le projet « village du livre » rejoint une de leurs catégories d'action : le développement local. La culture est, en effet, devenue un moyen dont se saisissent de nombreuses administrations pour servir des logiques développementales<sup>29</sup>. La rationalité d'action de la DRCA s'avère encore plus instrumentale. En effet, cette administration lançait à la même époque (en 1991) une tentative de mise en réseau des pôles d'artisanat en Languedoc-Roussillon : « l'archipel des métiers d'art<sup>30</sup> ». Ne recoupant que partiellement l'« offre » montolivaine, seuls étaient concernés les artisans du livre, non les bouquinistes. Ces visions de la culture tranchent avec celle de la DRAC pour qui elle constitue une catégorie d'action publique en soi. Le « village du livre » n'étant susceptible de retenir son attention que dans la mesure où il mettait en valeur l'objet « livre » et se montrait capable de générer un public autour de lui. C'est donc la dimension patrimoniale qui était ici mise en avant.

Au-delà de ces répertoires d'action différents, voire contradictoires suivant les institutions, l'attention doit aussi se porter sur la plus ou moins grande implication de leurs représentants sur le terrain. Celle-ci peut, en effet, s'avérer dépendante de la proximité que les agents de ces différentes institutions ressentent à l'égard du lieu. La « subjectivité » des agents de médiation est susceptible, en quelque sorte, d'insuffler dans l'action institutionnelle une plus grande capacité d'ajustement aux exigences du terrain. La qualité de cette

---

28. Sur ce point cf. Duran (P.), Thœnig (J.-C.), « L'Etat et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, 46 (4), 1996, ainsi que la mise en perspective de Balme (R.), Faure (A.), « Les politiques locales changent-elles la politique ? » in Balme (R.), Faure (A.), Mabileau (A.), dir., *Les nouvelles politiques locales*, op. cit., p. 17 et s.

29. Comme le souligne un chargé de mission de la DRAC du Languedoc-Roussillon : « En fait, l'Etat, le ministère et d'autres administrations, ont inscrit le culturel dans leurs préoccupations et dans leurs financements [...] Lorsque nous envoyons un dossier de demande de subventions à nos partenaires éventuels, il y a toujours une ligne prévoyant les financements d'autres ministères », Montpellier, le 18 novembre 1997. Pour une mise en perspective socio-historique de cette question, cf. Dubois (V.), *Politiques, institutions et pratiques culturelles dans l'espace local*, rapport du Comité d'histoire du ministère de la Culture, décembre 1995.

30. Ce projet lancé en Languedoc-Roussillon entendait favoriser l'émergence d'îlots de création artistique et artisanale.

médiation au niveau de la chambre des métiers et de la DRAF a été au principe d'une intervention plus poussée dans le projet « village du livre ». Par exemple, l'investissement déterminant de la chambre des métiers est directement imputable au chargé de mission qui, originaire du pays, a anticipé l'enjeu local que pouvait représenter un renouveau montolivain en termes de développement<sup>31</sup>. De même, le chargé de mission de la DRAF, ancien enseignant de géographie, « humaniste d'origine » comme il se définit, et très tôt sensibilisé à la question du développement, se sent impliqué dans le projet parce que, dit-il, « ça vient de la base » et qu'il a une conception militante de la mobilisation<sup>32</sup>. Sans être déterminants à eux seuls, ces engagements quasi personnels ont néanmoins permis au projet de gagner en crédibilité.

Du côté des « professionnels », Michel Braibant a réuni autour de lui des artisans et des commerçants aux attributs, valeurs et objectifs extrêmement hétérogènes. On peut, en schématisant à l'excès, les répartir en deux catégories. La très grande majorité a le profil des « néo-ruraux » de la deuxième génération<sup>33</sup> qui ont participé à la recomposition de l'espace rural languedocien<sup>34</sup>. On regroupe là des individus partageant une conception « romantique » du monde, qui refusent tout ou partie du mode de vie urbain et notamment la conception utilitariste-quantitativiste des relations sociales qui est réputée y être associée<sup>35</sup>. Il en va ainsi de cet ancien imprimeur qui a

---

31. « M. Braibant, en tant qu'artisan s'est naturellement tourné vers la chambre des métiers [...] Il a eu la chance de tomber sur moi. Il se trouve que j'habite la Montagne noire, où sont mes racines et mon cœur [...] peut-être que s'il était tombé sur d'autres personnes, cela aurait pu être un peu [différent] [...]. Comme en plus, à la Chambre [...] j'ai en charge le Lauraguais et la Montagne noire, et que Montolieu est à cet endroit-là, cela tombait bien. J'y ai passé matin et soir, cela facilitait les contacts. J'étais un peu l'amalgame entre ma vie personnelle et ma vie professionnelle : j'ai transporté des documents, j'ai facilité certaines choses. Cela paraît rien mais cela peut parfois être énorme. M. Braibant, par exemple, avait un dossier initial. On lui a reproduit en cinquante exemplaires [...] De fil en aiguille, on l'a amené à mieux formaliser son projet [...] il fallait [y] mettre un peu de chair et on est arrivé à un projet assez costaud. On l'a aidé à entrer dans telles ou telles structures [...] » (un chargé de mission à la chambre des métiers de l'Aude, Carcassonne, le 21 novembre 1997).

32. « Je viens [à Montolieu] en tant que chargé de mission, mais aussi en tant que citoyen, électeur, président d'association. Je suis tout cela en même temps, c'est pour cela que je suis un peu atypique. J'ai une sensibilité au livre, au projet associatif, j'ai appris aussi que sauf si on a un capital, ... en France, on n'a pas une formation à la prise de risque dès l'enfance. Après, on le paie. On a des gens qui ont des idées généreuses mais qui ne savent pas gérer, parce qu'à aucun moment de leur vie scolaire, on ne les a confrontés au coût d'un poste budgétaire... Quand je suis devant un projet de développement foireux, je me dis, si je condamne au nom des règles administratives, c'est sûr que j'en fais des exclus » (un chargé de mission à la DRAF, Montpellier, le 21 octobre 1997).

33. Hervieu (B.), Léger (D.), *Le retour à la nature. Au fond de la forêt l'Etat*, Paris, Le Seuil, 1979. Léger (D.), « Les utopies du "retour" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 29, 1979.

34. Berger (D.), « La recomposition de l'espace rural en Europe du Sud : l'exemple français », *Pôle Sud*, 5.

35. Löwy (M.), Sayre (R.), *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992, chapitre 1.

décidé de « lâcher » son importante entreprise de la région parisienne pour ouvrir une librairie d'occasion en milieu rural. Loin des canons de la rationalité sociale et économique conventionnelle, c'est une réappropriation de son destin professionnel et, plus généralement de sa propre « personne », qui est mise en avant : « On est plus que des prolétaires. Je suis ouvert 6 jours sur 7, 7 sur 7 pendant les vacances d'été, [mais] je reste parce que j'aime ce métier<sup>36</sup>. » D'autres exemples de parcours biographiques « autoréflexifs », pour reprendre l'expression d'Ulrich Beck<sup>37</sup>, peuvent être évoqués, comme celui de cet ancien enseignant de mathématiques, qui ayant « goûté » au monde du livre par l'édition de quelques ouvrages, a décidé d'être libraire « plutôt que devenir un mauvais prof<sup>38</sup> », ou encore celui de cet « engagé » dans « une carrière dans l'import-export qui ne [lui] plaisait plus<sup>39</sup> », et qui n'a donc pas hésité à rejoindre la librairie de son beau-père, ancien brocanteur dans une ville voisine, avant d'ouvrir la sienne.

Cependant, à la différence des néo-ruraux de la première génération qui ont investi le milieu rural au début des années 1970 dans une stratégie de rupture avec « la société », les modes d'action sont ici plus complexes. Tout en refusant certaines valeurs de la modernité (rupture avec la nature, inauthenticité de relations humaines, etc.), il s'agit néanmoins se montrer capable d'assumer certaines dimensions du rôle d'entrepreneur<sup>40</sup>. Ce compromis aura son importance dans la pérennisation du « village du livre ». En effet, au-delà la recherche d'un « équilibre » entre activité professionnelle et qualité de vie qui a été le principal moteur de l'investissement de cette première catégorie d'acteurs, ne passeront l'épreuve du village du livre que ceux qui auront été en mesure de se fondre dans ce nouveau rôle.

A côté de cette première catégorie de « professionnels », on trouve deux poids lourds mondiaux de la vente du livre ancien qui ont donné un élan inespéré au projet : Richard Booth et Noël Anselot, fondateurs respectivement des villages du livre de Haye-on-Wye et de Redu (Belgique). Tous deux, contactés par Michel Braibant pour l'aider à lancer son projet, lui

---

36. Un libraire, Montolieu, le 28 mai 1998.

37. Beck (U.), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Albin Michel/Aubier, 2001, p. 290. L'auteur considère que l'une des caractéristiques fondamentales de ce qu'il appelle la « deuxième modernité » serait une généralisation de ces parcours « autoréflexifs ». Sur ce point, cf. aussi Beck (U.), « A Life of One's Own in a Runaway World », in Beck (U.), Beck-Gernsheim (E.), *Individualization. Institutionalized Individualism and Its Social and Political Consequences*, London, Sage, 2002.

38. Un autre libraire, Montolieu, le 28 mai 1998.

39. Un troisième libraire, Montolieu, le 21 novembre 1997.

40. Comme l'indique D. Léger à propos des néo-ruraux de la deuxième génération : « Devenus pour la plupart des producteurs petits-marchands soucieux de s'intégrer à la vie locale [...] ceux-ci semblent bien éloignés des préoccupations anti-institutionnelles des premiers émigrés de l'utopie » (« Les utopies du "retour" », art. cité, p. 49-50).

ont répondu positivement. A l'évidence, les objectifs de ces deux hommes renvoyaient à une rationalité autre que celle des acteurs locaux. Il s'agissait, pour reprendre l'expression d'un fonctionnaire de la DRAC, de « gros poissons<sup>41</sup> » du commerce du livre ancien à travers le monde. Anselot, ancien directeur général de Elf-Belgique et ancien dirigeant de l'Union patronale belge, a, en effet, une vision industrielle de cette activité et Booth « récupère des bibliothèques par bateau entier<sup>42</sup> ». Ensemble, ils entendaient alors « labelliser une sorte de nébuleuse de villages du livre dans le monde entier<sup>43</sup> ». Montolieu était alors pensé comme une étape dans la construction d'un réseau à l'échelle de la planète. C'est d'ailleurs sa position géographique au sud de l'Europe qui a séduit Booth et Anselot<sup>44</sup>. La crédibilité publique du projet est, en premier lieu, à attribuer à ces hommes. Leur nom a joué comme une garantie auprès des institutions qui se sont alors impliquées dans le jeu, mais aussi auprès de certains libraires et artisans, plus au fait du rôle d'entrepreneur que d'autres, qui ont vu là une opportunité pour faire évoluer leurs trajectoires professionnelles<sup>45</sup>. Malgré cette inégalité dans le poids social des deux groupes d'acteurs, un échange, même inégal, s'instaure. Comme le souligne la veuve de Michel Braibant, Booth et Anselot ont été « très surpris par un enthousiasme qu'ils n'avaient pas rencontrés dans leur pays respectif<sup>46</sup> ».

Convaincu que le projet ne pourrait voir le jour sans sa participation, Michel Braibant a suscité, à côté de l'association « Mémoire du livre », chargée de créer un lieu de « mémoire » pour les métiers du livre sous la forme d'un musée, de réhabiliter un moulin à papier à sept kilomètres de Montolieu et de développer des activités pédagogiques en rapport avec les métiers du livre, la fondation d'une autre association, « Montolieu, village du livre », exclusivement chargée de la promotion et de l'animation du village du livre regroupant professionnels et montolivains. Cet effort de spécification du territoire de l'action a été appuyé par la mobilisation des Montolivains, majoritaires parmi la centaine de personnes présentes lors l'assemblée générale constituante de l'association. De fait, « toutes les tranches d'âge jusqu'à 70-75 ans [...] se sont lancées là-dedans » allant même jusqu'à plébisciter « le président qui n'était pas présent<sup>47</sup> ».

---

41. Un chargé de mission de la DRAC, Montpellier, le 18 novembre 1997.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

44. Lesquels étaient dans un premier temps persuadés que Montolieu se trouvait en Espagne. Richard Booth, Montolieu, le 7 juin 1998.

45. Ainsi pour un libraire installé auparavant à Carcassonne, leur présence a été la condition de sa migration sur Montolieu. Il ne se serait, en effet, pas engagé sur les seules « bonnes paroles » de M. Braibant qui dit-il « exagérait toujours ».

46. Madame Braibant, Montolieu, le 7 juin 1998.

47. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

*La mise en action de l'identité collective virtuelle*

Avec l'application du concept de « village du livre » à Montolieu, on est en présence d'un mode d'identification complexe alliant le local et le global. Symptomatique d'un processus de « glocalisation<sup>48</sup> » qui, selon certains sociologues, est une des caractéristiques centrales des sociétés contemporaines<sup>49</sup>, l'équilibre entre le local et le global a connu une gestion spécifique à Montolieu. La transformation de Montolieu renvoie à un processus identificatoire mettant en présence la catégorie générique de « village du livre », d'une part, un territoire ayant une histoire propre, de l'autre. C'est donc dans la manière dont le « village du livre » va s'inscrire dans le territoire communal que se construit le « Montolieu nouveau ». Cette territorialisation se réalise par le développement d'un ensemble de nouvelles pratiques, mais aussi par une médiatisation qui, par définition, dépasse les cadres de l'interaction.

Sur le premier point, le village commence une nouvelle existence par des actions ponctuelles. En effet, dès juillet 1990, est mis en place un premier marché aux livres. En octobre de la même année, la première librairie qui est celle de Booth est inaugurée. A partir de 1991, on assiste à une certaine routinisation des activités du village du livre qui va désormais rythmer la vie locale. De fait, entre 1991 et 1993, une quinzaine de libraires et d'artisans du livre s'installent à Montolieu. La configuration spatiale du village en est modifiée. Ce d'autant plus qu'elle est accompagnée, grâce à l'action de la municipalité, par une remise en état des ruelles et la réhabilitation de bâtiments en ruine. Les manifestations gagnent en régularité : la Foire au livre devient mensuelle (le troisième dimanche de chaque mois), et une Fête du livre est organisée sur trois jours à Pâques tous les ans. On organise même des marchés plus « généralistes » où les métiers du livre côtoient d'autres types de commerce et d'artisanat. Sont aussi élaborées des formules de sensibilisation des enfants au livre dès 1992. Il devient « rare de voir les rues désertes. L'animation a amené un surcroît d'activité<sup>50</sup> ». Montolieu est donc devenu, pour reprendre l'expression de Michel de Certeau, un « espace pratiqué<sup>51</sup> » par le « village du livre ».

Parallèlement se développe une importante couverture médiatique locale, nationale et internationale quelque peu disproportionnée au regard de la taille du projet. De l'aveu même des différents acteurs que l'on a pu

---

48. Cette expression a été créée par R. Robertson (*Globalization. Social Theory and Global Culture*, London, Sage, 1992, p. 173-174) pour penser les tendances à la globalisation contemporaine non pas comme la seule négation des spécificités locales, mais plutôt comme un processus de redéfinition réciproque des rapports entre le global et le local.

49. Beck (U.), *What is Globalization ?*, London, Polity, 2000.

50. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

51. Certeau (M.) de, *L'invention du quotidien*, I. : *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. 173.

rencontrer, l'ampleur de l'impact médiatique est difficilement explicable. Comme le souligne un fonctionnaire de la DRAC, « Il y a eu une notoriété immédiate par une couverture de presse exceptionnelle [...] On ne l'a jamais bien compris honnêtement. On n'a pu que la constater<sup>52</sup>. » On peut toutefois lier cette médiatisation à deux phénomènes. En premier lieu, le référent « livre » et son implantation dans un village, *a priori* opposé à la culture écrite de l'urbain, constituent une alliance inédite, susceptible de rencontrer l'intérêt d'un public de plus en plus « intellectualisé » et de journaux revendiquant une vocation intellectuelle et culturelle (*Le Monde*, *Libération* ou encore *Télérama*). En deuxième lieu, commence à s'imposer à la même époque la thématique du « tourisme intelligent » ou encore du « tourisme vert », concepts en parfaite affinité avec celui de « village du livre ». A cela s'ajoute le poids médiatique des personnalités comme celles d'Anselot et de Booth qui ont su à eux seuls mobiliser toute la presse étrangère qui voit s'exporter un concept nordique en direction du sud.

Cette médiatisation n'est pas sans effet sur la construction réflexive de l'identité villageoise. Comme le souligne Johann Fornäs, les médias « offrent d'importantes ressources réflexives [...] Les textes médiatisés sont de plus en plus déterminants dans la construction des identités individuelles et collectives ainsi que dans la manière dont les personnes entrent en rapport les unes avec les autres et comprennent le monde environnant<sup>53</sup>. » Tout se passe comme si les Montolivains se trouvaient liés, malgré eux, un peu plus par un projet dont le « public » va dépasser le simple cadre villageois. Il n'en reste pas moins que cette médiatisation est en décalage par rapport à la réalité. Par son extrême idéalisation, l'identité montolivaine associée au « village du livre », va créer une contrainte supplémentaire quant à la réussite du projet. Si donc l'identité collective gagne en normativité, cette dernière est plus imposée de l'extérieur qu'intériorisée par les acteurs. Comme le remarque la veuve du fondateur, « c'est parti en flèche, c'est parti trop vite [...] nos arrières n'étaient pas assurées<sup>54</sup> ».

### **Du virtuel au réel : l'appropriation réflexive de l'identité collective**

Si les médias ont la capacité de « muer le voir en un croire, et de fabriquer du réel avec des semblants<sup>55</sup> », il n'en demeure pas moins que le processus de « détraditionnalisation » qui a affecté le monde moderne<sup>56</sup> instaure un

---

52. Un fonctionnaire de la DRAC, Montpellier, le 18 novembre 1997.

53. Fornäs (J.), *Cultural Theory and Late Modernity*, Londres, Sage, 1995, p. 216.

54. Madame Braibant, Montolieu, le 7 juin 1998.

55. Certeau (M.) de, *L'invention du quotidien*, I : *Arts de faire*, op. cit., p. 271.

56. Giddens (A.), « Living in a post-traditional society », in Beck (U.), Giddens (A.), Lash (S.), *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge, Polity Press, 1994.

nouveau rapport à ces fictions qui entendent instaurer du réel. De fait, « les destinataires [...] de ces légendes ne sont-ils plus obligés de croire ce qu'ils ne voient pas (position traditionnelle), mais de croire ce qu'ils voient<sup>57</sup> (position contemporaine) ». C'est donc de ce décalage entre le virtuel et le réel que naît, à partir des années 1993-1994, une perte de confiance dans le projet. Mais c'est aussi de ce décalage que vont apparaître dès 1996 les initiatives individuelles et collectives orientées dans le sens d'une recréation<sup>58</sup> de l'identité « village du livre ».

### *La perception du décalage entre identité virtuelle et identité réelle*

Le décalage est diversement perçu et apprécié par les différents publics concernés. On peut ici distinguer trois types de publics : les visiteurs, la population villageoise, enfin, les acteurs publics qui se sont impliqués dans le projet.

Les visiteurs se divisent en deux catégories : le « grand public » composé de touristes ou de « promeneurs du dimanche » d'un côté, les bibliophiles de l'autre. Concernant les premiers, malgré l'atout de la proximité par rapport à la ville médiévale de Carcassonne, les personnes attirées par « le » village du livre vont être doublement déçues. Tout d'abord, pour un responsable de la DRAF, le faible nombre d'artisans et de libraires a été le principal motif de déception du grand public. A cela s'ajoute une infrastructure d'accueil inexistante ou fonctionnant par intermittence car « les gens croyaient trouver quelque chose d'extraordinaire, or ils étaient déçus surtout lorsqu'ils trouvaient les librairies fermées<sup>59</sup> ». Dans le même sens, un fonctionnaire de la DRAC précise qu'« il y avait ce problème sur Montolieu : des gens qui y allaient le week-end parce qu'on leur avait dit que c'était bien, y trouvaient une librairie ouverte, le bistrot fermé... Ils n'y ont jamais remis les pieds<sup>60</sup>. » Si l'action de la mairie était suffisante pour lancer le projet, elle l'a été beaucoup moins dans le suivi du projet. En effet, comme on l'a déjà souligné, avec la réputation du « village du livre », le prix du foncier a fait l'objet de spéculations telles que cela rendait extrêmement difficile l'installation de nouveaux libraires et artisans. Par ailleurs, aucune politique en direction du public n'a été pensée.

La situation n'était pas meilleure du côté des bibliophiles. Les fonds proposés au début étaient extrêmement médiocres, semblables à ceux que le

57. Certeau (M.) de, *L'invention du quotidien*, I. : *Arts de faire*, op. cit., p. 272.

58. Comme le souligne A. Giddens, « lorsqu'elle ne peut pas être contrôlée au moyen de codes normatifs établis, la confiance doit être gagnée... » (*The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1990, p. 121).

59. Montpellier, le 21 octobre 1997.

60. Montpellier, le 18 novembre 1997.

milieu des libraires stigmatise comme étant de la « cavalerie », autrement dit « indigne du métier ». Comme le martèle un bouquiniste montpelliérain<sup>61</sup>, membre du Syndicat national de la librairie ancienne et moderne (SLAM<sup>62</sup>), on n'est pas en présence de libraires mais de « marchand de livres<sup>63</sup> ». De fait, même Anselot et Booth, en hommes d'affaires avisés, n'ont pas pris le risque de laisser à Montolieu un fonds qualitativement intéressant. Ce déficit qualitatif va se doubler d'un déficit quantitatif. En effet, un seul libraire, situé à près de cinquante kilomètres du village, proposait un fonds de 30 000 livres. Quantité que l'ensemble des libraires du village n'ont pu rassembler qu'au bout de sept ans d'existence ! Enfin, reste le problème du mode d'achat dans le milieu du livre ancien. Comme l'indique un chargé de mission de la DRAC : « Le libraire d'ancien travaille essentiellement sur catalogue [et] par correspondance. Lorsque j'étais bibliothécaire, j'allais quelquefois chez les bouquinistes de la ville où j'exerçais, mais je n'allais pas faire les bouquinistes parisiens, je choisissais sur catalogue. Je ne serais jamais, en tant que bibliothécaire, allé à Montolieu. Vous savez, aller expliquer à monsieur le maire que vous avez besoin de frais de mission pour aller à perpette trouver trois bouquins à trois francs : c'est impossible, c'est intenable sur le plan économique. On travaille par correspondance dans ce secteur là... Or les bibliothèques sont d'assez gros acheteurs. Il y a des bibliophiles qui sont des acheteurs, mais encore faut-il avoir des bouquins pour bibliophiles ; ce qui n'est pas forcément le cas. Vous avez vu un peu ce qu'ils ont sur Montolieu<sup>64</sup> ? »

A la frustration de ce public visiteur s'ajoute le désenchantement de la population locale. En effet, ainsi qu'on l'a souligné, le « village du livre et des arts graphiques » a été accepté dans la mesure où cela promettait un avenir meilleur au village. Or, l'aspect « miraculeux » du projet a rapidement vécu : l'activité économique espérée n'a pas été à la hauteur, et le peu de Montolivains qui se sont lancés dans l'aventure professionnelle ont échoué. « De toute façon, dit-on, ici il y a de l'inertie, les gens sont accablés par le sort [...] Ils croyaient que le village du livre allait créer très vite des emplois<sup>65</sup>. » Du coup, un choc lié à l'arrivée des nouveaux venus, choc qui avait d'abord été amorti du fait des perspectives supposées bénéfiques du

---

61. Montpellier, le 4 décembre 1997.

62. Il s'agit du seul « syndicat » de ce type en France (affilié à la Ligue internationale de la librairie ancienne [LILA]). Pour y entrer il faut être parrainé par deux membres, avoir exercé pendant dix ans et être en conformité avec l'« idéologie du métier » fondée sur « la Compétence des libraires spécialisés ; l'Authenticité des ouvrages et document... ; l'Honnêteté », *Guide du livre ancien et des libraires membres du Syndicat national de la librairie ancienne et moderne*, p. 9. Sur l'idéologie du métier, cf. Zarca (B.), « Artisanat et trajectoires sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 29, 1979, p. 20.

63. Sur ce point, cf. Leblanc (F.), *Libraire : un métier*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 226 et s.

64. Montpellier, le 18 novembre 1997.

65. Un commerçant, Montolieu, le 28 mai 1998.

« village du livre », va être ressenti une fois ces perspectives assombries. Sans parler de conflits, des oppositions apparaissent néanmoins au sein de la population. On trouve, d'un côté, ceux qui ont une implication immédiate dans le projet, soit professionnellement (libraires ou employés), soit affectivement (les « cultureux » membres de l'association) et, de l'autre, ceux, essentiellement des Montolivains de souche, plutôt âgés, qui commencent à stigmatiser les désagréments engendrés par le village du livre (« Les gens se garent n'importe où », « On n'est plus chez nous<sup>66</sup> », etc.).

Sur cette base apparaissent des « incompréhensions ». On va très vite se retrouver dans le schéma classique de l'« étranger » face aux « locaux<sup>67</sup> » ; situation typique de déficit d'ajustement entre « modèles culturels ». Le déficit est d'autant plus important dans le cas montolivain que l'« étrangeté » s'avère d'une grande complexité, se donnant à lire dans la capacité des pourfendeurs d'une définition maximaliste du « village du livre » à multiplier les « surnoms » destinés à en stigmatiser les défenseurs. Plusieurs figures dévaluées de l'« étranger » sont ainsi typifiées : l'étranger à la vie locale pouvant se doubler de l'étranger à la nation, tous deux s'incarnant à leur tour dans la figure du « cultureux », symbole de la « civilisation » urbaine. Comme l'indique une ancienne présidente de l'association, « il y a cette manie [...] de nommer tout nouveau venu par ses origines. Untel sera appelé le Parisien, l'autre le Hollandais, un autre l'intello<sup>68</sup>. » Comme le souligne Anthony Giddens, si le processus de « détraditionnalisation » a contribué à dissoudre la communauté locale « telle qu'elle avait l'habitude d'être », elle n'a pas remis en question la vie et les pratiques locales<sup>69</sup>. Ainsi, des petits faits, anodins d'un point de vue extérieur, sont-ils transformés en « chocs culturels ». On peut donner ici un exemple rapporté par un Montolivain : celui de la cristallisation de tensions autour d'un banc. Ce dernier se trouvant face à une librairie, le libraire va considérer, avec ses *a priori* de citadin, qu'il est en droit de l'utiliser comme n'importe qui, alors même qu'un vieux Montolivain avait pris l'habitude de s'y installer tous les jours. Situation typique de contradiction entre valeurs abstraites de la modernité (droits de l'usager) et valeurs traditionnelles (droits de l'ancien) qui va être interprétée, une fois le conflit ouvert, par les uns – sur la défensive – comme une simple « maladresse », alors que pour les autres – qui s'estiment dans leur « droit » – il va constituer un manque de respect de la part d'« étrangers » se croyant en « territoire conquis ».

Il est vrai que la volonté d'intégration des nouveaux venus n'était pas des plus évidentes. Eux-mêmes reconnaissent volontiers s'être crus « au-dessus

---

66. Un Montolivain, ancien agriculteur à la retraite, Montolieu, le 6 juillet 2001.

67. Schutz (A.), « L'étranger. Essai de psychologie sociale », in *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Meridien Klincksieck, 1987.

68. Montolieu, le 28 mai 1998.

69. Giddens (A.), « Living in a post-traditional society », art. cité, p. 101.

des autres » et avoir plusieurs fois « mis les pieds dans le plat<sup>70</sup> ». Or, « cela, dit le maire, les gens le vivent un peu mal. Ils aiment bien que l'on vienne chez eux, pour être avec eux. Il faut montrer que l'on a envie d'être là. Il y a eu des erreurs des deux côtés. Il y a des bouquinistes qui sont des gens charmants, il faut quand même le reconnaître. C'est vrai aussi que leur façon de vivre, leur apparence, cela a tendance à... Je dirais que le Montolivain moyen aime bien qu'on lui parle, qu'on lui raconte sa vie. Il aime bien connaître [...] Quand on connaît les gens, ils sont très gentils, mais ce sont des gens qui ont eu une vie très dure, ce sont des travailleurs. Ils veulent préserver le cadre de vie et leur patrimoine<sup>71</sup>... »

L'ensemble de ces problèmes s'est doublé d'une désaffection des partenaires institutionnels, désaffection imputée par ces derniers à un retrait d'une action communale déjà timide et à une désorganisation des acteurs directement intéressés par le projet. Un changement politique intervient en 1995 lorsque madame le maire, épouse du président du Conseil général, est évincée de son poste, à la suite des élections municipales. Dès lors, l'administration du Conseil général ne voudra plus apparaître sur Montolieu. Pour reprendre les propos d'un fonctionnaire local, « les techniciens du Conseil général avait interdiction de faire une réunion à Montolieu<sup>72</sup> ». Cela va même plus loin dans la mesure où le Conseil général « incite » les autres institutions publiques à ne plus intervenir à Montolieu<sup>73</sup>. De son côté, la municipalité élue en 1995 se trouve dans une situation paradoxale. Si le nouveau maire est adhérent de longue date à l'association « Village du livre », le Conseil municipal est divisé entre les tenants d'un engagement total en faveur de cette action locale et ceux, majoritaires, qui veulent un investissement plus modéré. Le manque d'expérience et l'isolement politique du nouveau Conseil municipal aggravent ce positionnement attentiste. La collaboration avec l'association « Village du livre » se limite ainsi à « gérer le quotidien<sup>74</sup> » plutôt qu'à redéfinir de nouvelles perspectives. Cet état de fait va enrayer la dynamique collective nécessaire à la résolution des difficultés rencontrées par le projet.

A ce phénomène politique, s'ajoute une activité associative extrêmement chaotique. Le nombre d'associations va atteindre des proportions inadaptées

---

70. Un libraire, Montolieu, le 6 juillet 2001.

71. Le maire, Montolieu, le 30 octobre 1997.

72. Montolieu, le 6 juillet 2001.

73. Le chargé de mission de la chambre des métiers de l'Aude indique ainsi que « lorsque l'on faisait des réunions locales, "ils" nous suggéraient de manière détournée de ne pas intervenir sur Montolieu », Carcassonne, le 21 novembre 1997.

74. L'actuel président de l'association « Montolieu village du livre et des arts graphiques », le 28 mai 1998. Ce dernier, après avoir quitté ses fonctions en 1999, les a reprises en 2000.

à une bonne lisibilité institutionnelle<sup>75</sup> chacune ayant « sa propre idée du village du livre<sup>76</sup> ». Lié à une double appartenance sociale (les « néoruraux ») et professionnelle (artisans, commerçants), cet esprit d'indépendance et individualiste va gravement nuire à une action collective, produisant un déficit de concertation. Comme le souligne un fonctionnaire de la DRAC, « c'était compliqué. Il y avait les commerçants d'un côté, les « cultureux » de l'autre : les « cultureux » plutôt bénévoles, les commerçants plutôt professionnels. Il y avait même une association des non-libraires. Il y avait tellement d'associations de libraires que je ne sais plus comment elles s'appelaient [...] On ne savait plus à quel saint se vouer. Il y avait une association des artisans-commerçants qui ont une activité liée au livre avec X le relieur, et les artisans-commerçants des autres secteurs d'activité avec Y. Comme chacune de ces associations demandait des subventions à chacun des partenaires, on a fini par tirer un trait. C'était plus possible. On a dit : « On causera avec vous quand on aura un interlocuteur<sup>77</sup>. »

Finalement, les différents partenaires institutionnels rapportent que sur la période allant de 1993 à 1995, « [ils] ont fini par s'épuiser » faute d'une stratégie d'action suffisamment cohérente et ciblée de la part du système associatif montolivain. Pour la DRAF, l'absence de professionnalisation et de rationalisation de ce système (en termes de gestion notamment économique, de capacité à porter des projets éligibles, etc.) va à l'encontre d'une démarche qui vise, avant tout, à favoriser des projets viables économiquement. Pour la DRAC, c'est aussi l'évolution qualitative des entreprises qui reste en deçà des critères d'excellence culturelle. Elle n'est d'ailleurs pas loin de considérer le « village du livre » comme une « anomalie » culturelle. Il est symptomatique de voir à ce propos que la seule véritable intervention soutenue par la DRAC à Montolieu concerne le Centre de sculpture qui s'y est installé et dont les promoteurs refusent toute collaboration<sup>78</sup> avec le « village du livre » ! Finalement, ne reste comme interlocuteur permanent que la DRCA. Néanmoins, les faibles moyens dont elle dispose, son intervention tardive, son seul intérêt pour les artisans et l'absence de mise en réseau effective des différents pôles de « l'Archipel des métiers d'art » ne lui permettront pas de jouer un rôle important. Faiblesse

---

75. Cf. l'audit réalisé en avril 1994 par la chambre des métiers de l'Aude qui stigmatise notamment « des initiatives individualistes rendant difficiles une démarche globale de développement ».

76. Un chargé de mission de la chambre des métiers, Carcassonne, le 21 novembre 1997.

77. Montpellier, le 18 novembre 1997.

78. Comme le souligne l'actuel président de l'association : « On s'entend pas trop. Ils sont un peu à part [...]. On était en principe là pour chapeauter le tout mais sans velléité aucune. D'ailleurs, on présentait le centre de sculptures dans nos papiers. Mais, ils ne veulent plus qu'on les mette, donc on ne les met plus », Montolieu, le 28 mai 1998.

qui génère cette opinion pour le moins tranchée exprimée par une ancienne présidente de l'association : « C'est de la frime<sup>79</sup> ! »

### *Rendre le réel conforme au virtuel*

Le décalage entre les différentes attentes engagées dans le renouveau communal et sa réalité a poussé à un travail de crédibilisation de l'identité « village du livre ». Ce d'autant plus que les plus impliqués trouvent une source de motivation dans le fait d'avoir été quelque peu « abandonnés » par les pouvoirs publics : « Il fallait bien qu'on se bouge<sup>80</sup> ! » Ce processus de recréation est passé par une action collective qui s'est traduite par une rationalisation de l'activité associative et par des actions individuelles sous la forme d'une professionnalisation plus poussée des libraires et artisans. Ce travail individuel et collectif a été accompagné par un volontarisme plus marqué de la part des instances politiques.

En 1995, il y a fusion des deux principales associations « Mémoire du livre » et « Montolieu, village du livre ». La nouvelle association, qui s'appelle désormais « Montolieu, village du livre et des arts graphiques », cherche à clarifier les objectifs même si cela provoque des départs. On assiste dès lors à une meilleure lecture et une meilleure anticipation des demandes des autorités publiques. Ce qui se traduit, entre autres, par le fait d'assumer et, surtout, de promouvoir la dimension « culturelle » du village. Même si le président de l'association considère que « ce n'est pas cela qui est le moteur [du village], qui fait venir beaucoup de monde », il reconnaît qu'« on a forcément cette vocation<sup>81</sup> [culturelle] ». Cela permet en tout cas d'obtenir des subventions du Centre régional des lettres et de la DRAC même si on n'en maîtrise pas la destination. C'est là une véritable révolution intellectuelle de la part d'acteurs qualifiés jusqu'ici d'« une race à part » voulant faire « des bénéfiques privés avec de l'argent public<sup>82</sup> ». Ils s'avèrent capables d'imaginer des stratégies plus complexes mais aussi plus collectives à même d'asseoir l'image « culturelle » du « village du livre ». Des subventions ont pu ainsi financer des expositions, des rencontres et résidences d'écrivains qui ont désormais une place importante sur la plaquette promotionnelle à côté de la publicité des artisans et libraires et autres foires aux livres et marchés aux produits du terroir.

Dans le même sens, des activités éducatives liées au livre déjà présentes sont de plus en plus diversifiées et valorisées. Ainsi, l'association a été agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports afin de mettre en place des « classes

---

79. Montolieu, le 28 mai 1998.

80. Un libraire, Montolieu, le 21 novembre 1997.

81. Montolieu, le 28 mai 1998.

82. Un fonctionnaire de la DRAC, Montpellier, le 18 novembre 1997.

du livre » et améliorer les conditions d'accueil y attendant. Ces classes drainent annuellement 5 000 personnes sur Montolieu. Et comme le souligne Madame Braibant, « quand les gamins viennent ici, on est sûr qu'ils reviennent avec leurs parents le dimanche suivant<sup>83</sup> ». La même logique stratégique se retrouve dans une meilleure promotion de l'image du « village du livre » vis-à-vis du grand public. Outre le musée qui est installé dans un local rénové au cœur du village, un guide à l'usage des touristes présentant Montolieu mais aussi les villages environnants est édité annuellement. Le village du livre se positionne ainsi comme la figure de proue de toute la Montagne noire à une époque où est en projet une communauté de communes. Le maintien et le développement d'une cuvée spéciale « Village du livre » du cru Cabardès (lancée en 1993), par ailleurs plébiscité par le public, s'inscrit dans la même volonté d'élargissement du label.

La crédibilisation d'une identité « village du livre » passait aussi par un remodelage des biographies individuelles des premiers intéressés : les libraires et artisans du livre. Les années d'activité, les impératifs du marché et les nombreux abandons ont convaincu ces derniers de la nécessité d'intégrer au mieux les règles de leur profession. Il s'agit, à l'image du village, de se construire une « identité pour soi<sup>84</sup> » non plus virtuelle, mais réelle. Du côté des artisans, on n'hésite plus à suivre des formations pour améliorer la qualité de son travail. C'est, par exemple, le cas du relieur qui grâce à une formation financée par la DRAC a pu pérenniser son activité en travaillant notamment pour les archives départementales. Du côté des libraires, les critères d'excellence de la profession sont désormais appropriés. On ne veut plus être traité de « vendeur de livres ». Cette évolution est très nette chez ce libraire pour qui « quelques personnes [...] pensaient qu'avec trois cartons de livres, on pouvait réussir. C'étaient des gens pas assez pro... ils sont partis. Moi, je ne supporterai pas de vendre que du bouquin à 10 francs, je vais essayer d'aller vers de la meilleure came, faire un catalogue<sup>85</sup>. » Cette professionnalisation a notamment pour effet l'instauration de rapports avec des bouquinistes extérieurs à Montolieu pour des échanges de savoir-faire. C'est le cas de cette librairie qui travaille avec le SLAM qui « [lui] envoie des listes de livres que le réseau recherche ». Dans le même ordre d'idée, l'un des exemples les plus saillants est celui d'une librairie où sont déposés des fonds de libraires d'occasion reconnus (souvent parisiens) et qui va, par ailleurs, ouvrir un fonds d'éditeurs régionaux.

---

83. Madame Braibant, Montolieu, le 28 mai 1998.

84. Dubar (C.), *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 204 et s.

85. Un libraire, Montolieu, le 21 novembre 1997.

Cette professionnalisation se rencontre aussi sous d'autres formes, puisqu'on assiste à un début de spécialisation des librairies. Cette spécialisation est, selon Richard Booth, qui a une vision plus globale des villages du livre, une tendance inéluctable<sup>86</sup>. A Montolieu, elle s'est réalisée, soit en douceur, par la mise en place de rayons spécialisés dans une librairie généraliste, soit de manière plus radicale, par l'ouverture de librairies centrées sur un domaine particulier. Ainsi, en 1997, on a vu apparaître une librairie spécialisée dans les ouvrages scientifiques gérée par un ancien professeur de mathématiques. La spécialisation a aussi touché les modalités de la vente : ceux qui disposaient d'un petit fonds se sont engagés dans le conseil et la recherche pour les clients, les autres au fonds plus riche, ont opté pour la solution « supermarché du livre » d'occasion ou ancien. Quelques libraires enfin se sont lancés dans la vente par l'internet ce qui permet de « pallier au manque de clientèle l'hiver<sup>87</sup> ».

Dans tous les cas, ces efforts sont vécus à la fois comme un enjeu de reconnaissance professionnelle et comme la condition pour assurer une viabilité de l'entreprise à long terme. Comme le souligne l'actuel président de l'association : « On va essayer de démontrer, maintenant, que l'on a de la qualité dans le livre ancien. » Et lorsqu'on évoque les critiques de la DRAC quant à la médiocrité des livres vendus à Montolieu, un libraire n'hésite plus à dire que « ces gens-là, il faudrait qu'ils reviennent [...] Ils ont tirés des conclusions définitives et ça c'est une erreur parce que le niveau a augmenté [...] Il faut quand même être sérieux<sup>88</sup>. » Cette dernière remarque montre comment l'image négative qui a suivi l'enthousiasme de départ à été au fondement de la volonté de reconstruction de pratiques professionnelles et associatives capables de remettre en marche le projet.

Dans cet environnement engagé, l'instance politique est de retour, même si elle demeure encore, au goût de certains, timorée. De fait, avec le changement intervenu à la tête du Conseil général, l'interdiction d'intervenir sur Montolieu a été levée. Le village n'est plus « rayé de l'office départemental du tourisme<sup>89</sup> », et le conseiller général du Canton, maire d'une commune voisine et natif de Montolieu, a renoué les relations avec l'association qui a reçu une première subvention du Conseil général en 1998. Ce volontarisme a aussi relancé la mairie, peu désireuse d'être « court-circuitée » et qui travaille désormais avec l'association et le Conseil général à la mise en place d'un syndicat d'initiative à Montolieu pour l'ensemble du canton. Les dernières élections municipales, qui ont opposé la liste du maire

---

86. Il indique ainsi qu'aux Etats-Unis, il y a même une librairie spécialisée dans une seule série télévisée : *Star Trek*, Montolieu, le 28 mai 1998.

87. Un Montolivain, Montolieu, le 9 août 2001.

88. *Ibid.*

89. Une ancienne présidente de l'association « Montolieu, village du livre », Montolieu, le 28 mai 1998.

sortant à celle menée par le président de l'association, ne vont pas empêcher une intensification de leur coopération. Il apparaît clairement aujourd'hui à l'ensemble des Montolivains que le village du livre est devenu l'horizon incontournable vers lequel doit tendre Montolieu. L'opposition qui s'est cristallisée autour de la conquête de la mairie ne concernait en rien la pertinence d'un tel horizon mais les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Pour le maire sortant, le développement devait être « mesuré », alors que ses opposants voulaient un engagement plus important du pouvoir communal.

Cet engagement, même « maîtrisé », de la mairie en faveur du village du livre est facilité par le fait que les conflits autour du « village du livre » se sont essouffés avec le temps. Comme le souligne un libraire « les Montolivains ont tellement vu leur village dans les médias même internationaux qu'ils en sont fiers [...] C'est devenu quelque chose d'incontournable. Les gens font avec. Avec plus ou moins d'enthousiasme, mais il ne peuvent imaginer que ça n'existe plus<sup>90</sup>. » Et, même si les commérages continuent, ils sont plus producteurs de « communalité » que de conflits<sup>91</sup>.

Depuis le lancement du « village du livre », malgré les divergences des volontés en présence, chacun a pris la mesure de l'opportunité qu'une telle perspective représentait pour tous. Pour cela, il a fallu élaborer un « bon usage de la lenteur<sup>92</sup> ». Cette perspective ne doit rien à une quelconque volonté préétablie, mais s'est définie dans l'action elle-même. Elle est le résultat d'un apprentissage collectif d'impératifs sociaux, économiques, professionnels et politiques qui ont engagé l'ensemble de la collectivité communale sur la voie d'une appropriation réflexive de Montolieu comme village du livre. Mais une telle réappropriation se fait à travers une activité structurée autour de projets dont le village du livre est l'horizon et non une donnée préexistante. C'est en ce sens qu'elle structure une identité contrefactuelle. Peut-être est-ce là ce qu'un libraire appelle « le miracle du village du livre<sup>93</sup> ».

---

90. Un libraire, Montolieu, le 28 mai 1998.

91. Sur le commérage dans la structuration des identités collectives, cf. Elias (N.), « Remarques sur le commérage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 60, 1985, ainsi que Peres (H.), « Espace communal et identité collective dans une petite commune des Landes », communication au colloque *Politique des territoires* à Bordeaux, 19-22 octobre 1994.

92. Un Montolivain, Montolieu, le 9 août 2001.

93. Montolieu, le 28 mai 1998.